**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de l'ASSEMBLÉE**

1ÈRE Réunion de 2015

Séance du 28/29 janvier 2015

CG20150128_23
id. 1481

Les vingt-huit et vingt-neuf janvier deux mille quinze, les membres du Conseil Général légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général. Après avoir constaté le quorum légal, l'Assemblée départementale peut valablement délibérer.

Présents ou ayant donné procuration de vote :

M. J-P. ALBERT, M. E. ASTOUL, M. C. ASTRUC, M. P. AURIENTIS, M. J-M. BAYLET, M. J-P. BESIERS, M. J. CAMBON, M. J. CAPAYROU, M. B. DAGEN, M. J-L. DEPRINCE, M. G. DESCAZEAX, M. G-M. EMPOCIELLO, M. F. GARRIGUES, M. R. GARRIGUES, M. J. GONZALEZ, M. P. GUILLAMAT, M. G. HEBRAL, M. A. LACOMBE, M. J. LAVABRE, M. M. MARTY, M. P. MARTY, M. R. MASSIP, M. C. MOUCHARD, M. J-P. QUEREILHAC, M. J-P. RAYNAL, M. D. ROGER, M. J. ROSET, Mme D. SARDEING-RODRIGUEZ, M. J. TABARLY, M. L. VIGUIE

**POLITIQUE DÉPARTEMENTALE EN MATIÈRE DE LOGEMENT
SOCIAL**

La loi du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales, a organisé, en ses articles 61 à 65, le transfert ou la délégation vers les collectivités locales de compétences incombant antérieurement à l'Etat dans le domaine de **l'aide à la personne**, transférée au 1^{er} janvier 2005, et de **l'aide à la pierre**, déléguée au 1^{er} janvier 2006.

I - L'AIDE A LA PERSONNE : LE FONDS SOLIDARITE LOGEMENT

Depuis le 1er janvier 2007, coexistent en Tarn-et-Garonne, **deux fonds de solidarité logement**. En effet, le fonds est délégué pour partie au Grand Montauban – Communauté d'Agglomération (GMCA), en maintenant pour sa gestion deux principes fondamentaux :

- d'une part, nécessité de **traitement unique** du bénéficiaire sur l'ensemble du territoire départemental sur la base d'un règlement intérieur commun aux deux collectivités ;

- d'autre part, l'importance du maintien d'un **gestionnaire commun** : la Caisse d'Allocations Familiales de Tarn-et-Garonne afin d'assurer la lisibilité des deux budgets dans le cadre d'une gestion homogène.

Lors de la décision modificative n° 1, et comme à l'accoutumée, je vous présenterai le bilan détaillé de l'activité globale du FSL et des deux fonds constitués au titre de 2014.

Au titre de 2015, je vous propose une autorisation d'engagement de **250 000 €** dotée des crédits correspondants et un crédit de **120 000 €** relatif aux frais de gestion de la CAF.

Depuis qu'il est gestionnaire du FSL, le Conseil Général a maintenu l'aide destinée à financer les suppléments de dépenses de gestion des associations, centres communaux d'actions sociales, qui louent ou sous-louent des logements aux personnes en difficulté, dans le cadre de **l'accompagnement social**.

De même, le Conseil Général favorise les actions de médiation juridique dans le cadre de la prévention des expulsions.

Dans le département, les interventions de structures associatives sont organisées en liaison avec les conseillères en économie sociale et familiale qui oeuvrent au sein des équipes des douze pôles sociaux.

Au titre de 2015, il est proposé que le financement départemental soit **prioritairement affecté** aux actions d'accompagnement social poursuivies par les associations essentiellement orientées **vers le logement temporaire et l'hébergement d'urgence** et qu'elles soient arrêtées à hauteur de **83 383 € pour le territoire du Conseil Général et de 60 475 € sur le territoire du Grand Montauban – Communauté d'Agglomération** sur la base des tableaux ci-annexés (annexe 1 et annexe 1 bis).

II - L'AIDE A LA PIERRE

A – Le champ d'intervention du Conseil Général

Le périmètre d'intervention du Conseil Général en matière d'aide à la pierre est défini à partir de deux compétences exercées de façon concomitante :

1 - Une compétence déléguée par l'Etat :

Notre Assemblée, par délibérations successives des 24 mars et 15 novembre 2005, a décidé d'exercer **cette délégation** et a approuvé les conditions de sa mise en œuvre par l'adoption de trois conventions signées le 27 janvier 2006 avec l'Etat :

- convention globale de délégation (2006-2011) renouvelée le 13 juin 2012,
- convention avec l'Anah pour les logements privés conventionnés,
- convention de mise à disposition des services.

Depuis le **1er janvier 2010**, la délégation de compétence a été renforcée. Cette extension porte sur **la phase** d'instruction des dossiers **conduite** désormais **par le Conseil Général** autant pour le parc public que pour le parc privé.

L'exercice de cette délégation complète le dispositif que le Conseil Général a mis en place pour aider financièrement le logement social dans le cadre de **ses propres interventions traditionnelles**.

La première convention de délégation qui est arrivée à échéance le 31 décembre 2011, a été reconduite pour une durée de six ans le 13 juin 2012, par délibération de notre Assemblée du 12 mars 2012.

2 - Une politique d'accompagnement d'initiative départementale :

Cette compétence multi-sectorielle intègre des interventions :

- sur le parc privé : aide au maintien à domicile des personnes âgées et handicapées et à la lutte contre la **précarité énergétique**,

- sur le parc public : aides aux opérateurs HLM, aux communes, aides spécifiques à Tarn et Garonne Habitat.

Ces politiques sont mises en œuvre **sur les fonds propres du Conseil Général**.

Le présent rapport a ainsi pour objet :

- de constater au titre de 2014 les conditions de mise en œuvre de la délégation de l'aide à la pierre ;
- de fixer le cadre financier des actions spécifiques et d'accompagnement ;
- d'établir une première prévision au titre de la programmation 2015, dans le cadre d'une **politique de l'Etat dont on ne connaît pas les contours à ce jour** tant pour le parc public que pour le parc privé.

B - Délégation de l'aide à la pierre (crédits Etat)

Cette délégation concerne tant les **opérations du parc public** que celles réalisées dans le cadre de la réhabilitation du **parc privé locatif**.

1 - Les logements sociaux publics

a - Bilan 2014

La convention de délégation définit, sur une durée de six ans (2012–2017), les **objectifs quantitatifs prévisionnels** en terme de constructions neuves, d'acquisitions et d'améliorations, de réhabilitations, de programmes de location-accession, de maisons-relais, résidences sociales et places d'hébergement d'urgence.

**** LES OBJECTIFS :***

Au titre de 2014, les objectifs définis par l'avenant à la convention en date du 16 avril 2014 étaient les suivants :

- 96 logements PLUS (prêt locatif à usage social),
- 42 logements PLAI (prêt locatif aidé d'intégration),
- 11 PALULOS COMMUNALES

**** LES RÉSULTATS :***

La situation des opérations engagées au 15 décembre 2014 porte sur le financement de **119 logements sur les 149 initialement programmés**, pour un montant de subventions de **322 500 €** .

Ces engagements, pour l'année 2014, sont inférieurs aux objectifs fixés initialement. Les bailleurs qui ont engagé de grosses opérations ces deux dernières années n'ont pas présenté de nouveaux projets dans l'attente de livrer les programmes en cours. Cependant le Conseil Général reste dans la moyenne haute de Midi-Pyrénées. D'un montant global de **322 500€** (annexe 2), **ces engagements feront l'objet d'une présentation à la commission habitat le 23 janvier 2015.**

b - Prévision de programmation 2015

Il est rappelé que depuis 2011 l'aide à la pierre publique conduite par l'Etat prend en compte deux priorités :

- la prise en compte des tensions sur les marchés locaux du logement

A partir d'une mobilisation d'indicateurs statistiques permettant d'apprécier la notion de tension, le territoire de Midi-Pyrénées a fait l'objet d'une classification en trois zones :

- territoires tendus : zone 1
- territoires moyennement tendus : zone 2
- territoires non tendus : zone 3

La carte figurant en annexe 3 permet d'apprécier le zonage en Tarn et Garonne. La zone moyennement tendue dans notre département est celle de Montauban et du couloir Montauban/Toulouse.

Les objectifs prévisionnels de production en Midi-Pyrénées devront être atteints sur les bases suivantes :

- 70 % en zone tendue,
- 20 % en zone moyennement tendue,
- 10 % en zone non tendue.

- la modulation des aides de l'Etat

Les subventions de l'Etat seront modulées, l'effort consenti sera pour 2015 encore concentré sur les PLAI (prêts locatifs d'aide à l'intégration) en zones tendues.

Les montants des subventions ne sont pas connus à ce jour.

Je vous rappelle que cette délégation confère au Conseil Général **la maîtrise de la programmation**. Il convient ainsi d'**approuver la liste des opérations annuelles** de logement social qui pourraient être financées par l'Etat et qui figure en annexe 4 du présent rapport.

Cette liste a toutefois un **caractère prévisionnel** car elle est constituée des seuls projets indiqués par les opérateurs à ce jour.

En première analyse, la programmation porte sur environ 121 logements (Nombre de logements encore indéterminé pour deux opérations TGH) (annexe 4).

Elle sera arrêtée définitivement par l'Assemblée lors d'une réunion ultérieure et les crédits correspondants, tant en dépenses qu'en recettes, seront inscrits dans ce cadre là. Toutefois, l'adoption de cette programmation prévisionnelle permet d'ores et déjà la prise en compte effective des opérations qu'elle intègre.

Il convient, de plus, d'insister sur le fait que le lancement des travaux relatifs à l'élaboration d'un Plan Départemental de l'Habitat (PDH) pour le Tarn-et-Garonne devrait aider l'ensemble des partenaires concernés à consolider le développement d'une offre de logements publics adaptés aux besoins du département.

2 - Parc privé

a - Bilan de la programmation 2014

Des dossiers pouvant être engagés jusqu'à la fin de l'année, je vous propose de faire le bilan lors de la DM1 2015.

b - Programmation 2015

*** LA POLITIQUE DE L'ANAH :**

Les crédits sont délégués au Conseil Général depuis le 1er janvier 2010.

L'enveloppe financière **provisionnelle** pour 2015 s'élève à **1 807 079 €**.

Les règles d'intervention de l'Anah, qui ont évolué en 2013, permettent de mieux prendre en compte l'enjeu de rénovation thermique mais les priorités restent inchangées :

- 1 - les propriétaires occupants modestes et très modestes,
- 2 - la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé,
- 3 - la lutte contre la précarité énergétique, au travers du programme national spécifique « *habiter mieux* »,
- 4 - l'adaptation des logements à la perte d'autonomie des personnes.

*** LA LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE :**

L'Etat, dans le cadre des investissements d'avenir, a créé en 2011 un programme d'aide à la rénovation thermique des logements " habiter mieux " qui permet de soutenir la lutte contre la précarité énergétique.

- *Le contenu :*

Ce programme national, doté d'un fonds, le fonds d'aide à la rénovation thermique (FART), d'un montant de 500 millions d'euros, est géré par l'Anah et vient en complément des aides habituelles. Il est destiné à aider 300 000 propriétaires occupants à financer les travaux de rénovation thermique les plus efficaces, pour diminuer **d'au moins 25 % les déperditions d'énergie**.

Au niveau régional, une enveloppe de 3,3 millions d'euros est affectée à ce programme.

- *Les bénéficiaires :*

Il s'agit des propriétaires occupants aux revenus modestes ou très modestes qui bénéficient des aides aux travaux de l'Anah.

- *Les conditions d'octroi :*

L'octroi de cette aide est soumis à l'existence d'un contrat local d'engagement (CLE) contre la précarité énergétique sur le territoire où est situé le logement.

Ce contrat signé le 8 novembre 2011 par l'Etat, l'Anah, le Conseil Général délégataire, le Conseil Régional et la Sacicap Procivis a fait l'objet d'un avenant présenté à la Commission Permanente du 16 décembre 2013 afin de recontractualiser sur la période 2014-2017 et valoriser la participation des fournisseurs d'énergie tels que EDF et GDF et les caisses de retraite.

L'aide « *habiter mieux* » n'est accordée que si les travaux réalisés améliorent d'au moins 25 % la performance énergétique pour les propriétaires occupants et 35 % pour les propriétaires bailleurs.

L'amélioration est mise en évidence par la comparaison entre une évaluation énergétique avant travaux et une évaluation projetée après travaux.

Une seule aide « *habiter mieux* » peut être versée pour un même logement et pour un même bénéficiaire.

- *Le montant de l'aide :*

Pour 2015, le montant forfaitaire de l'aide complémentaire est fixé à :

- 2 000 € pour les propriétaires occupants très modestes,
- 1 600 € pour les propriétaires occupants modestes et les propriétaires bailleurs.

La participation du Conseil Général à hauteur de 500 € génère une prime supplémentaire de l'Anah dont le montant sera déterminé dans le programme d'action territorial 2015.

C - Les politiques d'accompagnement du Conseil Général

Enumérées en introduction, ces politiques concernent :

1 – Aide au maintien à domicile et à la lutte contre la précarité énergétique

a - Bilan 2014

Ce programme pour le maintien à domicile des **propriétaires occupants âgés ou en situation de handicap** est une **aide directe** aux bénéficiaires calculée sur la base de 10 % de l'aide octroyée dans le cadre de l'Anah **plafonnée à 500 €**.

Elle a permis également aux ménages effectuant des travaux d'économie d'énergie obtenant un gain énergétique d'au moins 25 % de compléter leur subvention du programme «habiter mieux» de 500 € («forfait habiter mieux» de 3 500 € plus 500 € du Conseil Général, soit une aide totale de 4 000 €).

En 2014, cette subvention complémentaire a été attribuée à 267 bénéficiaires pour un montant de 119 992 €.

Au titre de 2015, je vous propose d'adopter **une autorisation de programme de 120 000 €** avec 45 000 € de crédits de paiement en 2015, 45 000 € en 2016 et 30 000 € en 2017 sur l'article 204 22, fonction 72.

2 - Animation – suivi des opérations programmées en matière d'habitat (OPAH-PIG)

Des équipes opérationnelles sont désignées par les structures intercommunales maîtres d'ouvrage des communes adhérentes de l'OPAH, afin d'assurer l'information, l'animation et le suivi de l'opération.

Les différentes missions assurées par les équipes se déclinent comme suit :

- information générale des habitants (réunions, visites, entretiens),
- mobilisation des intervenants (maîtres d'œuvre, professionnels de l'immobilier),
- assistance auprès des habitants, (diagnostics, esquisses d'aménagement, aide au montage des dossiers),
- assistance auprès des élus (aide à la conception des aménagements publics),

- suivi technique et économique (relations entre maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre),
- suivi administratif et social (relogement, mesures d'accompagnement social).

Une convention d'opération entre l'Etat, l'Anah et la structure intercommunale définit les objectifs, les moyens mis en œuvre et les modalités de réalisation de l'OPAH. L'Anah accorde des aides aux propriétaires privés pour la réhabilitation des logements. L'Etat participe au financement de l'animation-suivi (25 % du coût HT), finance des opérations PALULOS et des réhabilitations HLM.

Depuis 1985, le Conseil Général participe au financement de l'animation-suivi à hauteur de 15 % de leur coût TTC.

L'année **2015**, concernera :

* Opération programmée d'amélioration de l'habitat du centre ancien de Moissac : animation-suivi de la 1ère année de prolongation de l'OPAH avec une subvention départementale de **6 744 €** (coût TTC : 44 964 €).

* Opération programmée d'amélioration de l'habitat de la communauté de communes Sère Garonne Gimone : animation-suivi de la 2ème année de l'OPAH avec une subvention départementale de **6 074 €** (coût TTC : 40 496 €).

* Opération programmée d'amélioration de l'habitat du Pays Midi-Quercy : animation-suivi de la 1ère année de prolongation de l'OPAH avec une subvention départementale de **7 606 €** (coût TTC : 50 709 €).

Dans le cadre de cette politique, je vous propose de ratifier un crédit de **13 680 euros** sur l'article 65 682, sous-fonction 74 et **6 722 €** sur l'article 65 682, sous fonction 71.

3 - L'aide aux communes pour la création de logements sociaux

Cette aide, de **3 435 €** maximum par unité de logement, s'adresse aux communes de moins de 7 500 habitants qui procèdent à la réhabilitation de leur patrimoine et qui bénéficient de la prime à l'amélioration de logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS).

Au titre de 2014, nous avons engagé des dossiers à hauteur de **6870 €** et je vous propose, au titre de 2015, une autorisation de programme de **58 395 €**.

4 - Aide à l'ensemble des opérateurs H.L.M.

a - Le cadre

Depuis 2003, et en application de la délibération du 28 mars 2002 définissant la politique départementale en matière de logement social, le Conseil Général intervient sur trois axes distincts :

- **L'aide à la production de logements sociaux** où nous apportons une aide de **3 810 € par logement** sous réserve que les opérateurs H.L.M. justifient de surcoûts grevant particulièrement leurs coûts d'opérations.

Au titre de 2014, nous avons engagé pour **57 650€ de crédits**.

- **L'aide à la constitution de réserves foncières**, à hauteur de **20 % du coût d'acquisition**.

Les terrains doivent être situés en zone de demande sociale forte et la commune, ou la structure intercommunale concernée, doit être partenaire financier à concurrence de la participation du Conseil Général. Aucun dossier n'a été déposé en 2014.

- **L'aide à l'intégration du logement social dans la cité**. Il s'agit, pour le Conseil Général, d'aider financièrement des actions ou des opérations tendant à la revalorisation du cadre de vie et de convivialité dans les cités. Cette aide, au taux de **30 %**, **plafonnée à 45 735 €**, ne peut en aucun cas être supérieure à celle apportée par la commune siège. Aucun dossier n'a été reçu au titre de 2014.

b - La procédure

La procédure traditionnelle instituée pour l'attribution des financements des actions d'accompagnement est la suivante :

- approbation par l'Assemblée de la programmation annuelle ;
- la commission habitat, après instruction des demandes par les services du Conseil Général, émet un avis sur les dossiers présentés ;
- la Commission Permanente est ensuite appelée à statuer sur les bases des propositions de la commission habitat.

c - Programmation 2015

S'agissant de la programmation 2015, aucun dossier n'est déposé à ce jour. Là aussi, les travaux engagés dans le cadre du Plan Départemental de l'Habitat (PDH) devront aider la collectivité à faire évoluer positivement ces dispositions en lien avec l'ensemble des partenaires concernés.

5 - Aides à Tarn et Garonne Habitat

a – Plan de réhabilitation

Situation du patrimoine

Au 31 décembre 2013, TGH gère **4051 logements locatifs** dont **218** très sociaux.

Ce patrimoine est constitué de logements locatifs à **93.32 %**. Ces logements se concentrent essentiellement sur **Montauban** (46,98 %), **Castelsarrasin** (9,48 %), **Moissac** (8,17 %), **Valence d'Agen** (4,25 %) et **Négrepelisse** (3,88 %), le reste du parc étant réparti sur les **67** autres communes d'implantation.

L'ancienneté du parc est de **29** ans en moyenne. Le parc de plus de 20 ans comprend **2540** logements soit **62.7 %** du parc total. Bien que **réhabilité à 47.12 %** (508 logements en 12 ans), l'étalement de cette réhabilitation dans le temps rend celle-ci hétérogène.

Afin de mieux cerner son programme de réhabilitation, TGH a adopté un **plan stratégique de patrimoine** le **24 juin 2010**.

Ce plan permet :

- de disposer d'une vision patrimoniale globale,
- de mesurer les enjeux à venir
- de faire des arbitrages sur la politique de gestion à mettre en oeuvre.

Il met notamment en évidence une **faible attractivité** du patrimoine, du fait du poids de certains logements anciens.

Situation des locataires

Au 31 décembre 2013, l'aide personnalisée au logement a été perçue par **2628** locataires et couvre **47.62 %** du montant des loyers. En outre, **71.40 %** des ménages disposent de ressources inférieures à **60 %** des ressources plafonds pour accéder au logement social (d'après l'enquête OPS 2012). L'ensemble des indicateurs produits traduit une **occupation particulièrement sociale du parc**.

Tarn et Garonne Habitat **remplit ainsi pleinement son rôle de premier logeur social du département**.

La collectivité a soutenu cet organisme dans le cadre d'un plan pluriannuel, pour des travaux de rénovation contribuant à la lutte contre la précarité énergétique à hauteur de 571 428 euros par an pendant 7 ans.

Aujourd'hui au vu de la situation socio économique des ménages et de l'aggravation de la précarité avec notamment 1000 bénéficiaires du RSA supplémentaires en Tarn et Garonne entre 2010 et 2013 il convient de **consolider l'engagement du Conseil Général** vis à vis de Tarn et Garonne Habitat pour l'accès et le maintien dans le logement des personnes défavorisées.

b – Modalités d'attribution de l'aide

A la DM2, il a été acté qu'à l'occasion de chaque Budget Primitif, il sera proposé au vote de l'Assemblée Départementale le concours financier correspondant. A l'appui de cette proposition, **un programme de réhabilitation sera établi**, qui devra faire apparaître explicitement :

- les éléments du patrimoine soumis à réhabilitation (lieu, consistance),
- les travaux prévus : leur coût, leur nature dans le cadre des critères suivants :
 - logements vacants ne répondant pas aux critères de décence
 - logements énergivores engendrant des charges locatives trop élevées
 - logements inaccessibles aux personnes âgées et ou à mobilité réduite

L'impact des travaux devra être direct non seulement en terme d'économies d'énergies (eau, gaz, électricité) et **de réduction des charges imputables aux locataires mais aussi en terme d'accès au logement social des plus démunis.**

Ce programme fera l'objet d'un suivi par la Commission Habitat.

Ainsi, par délibération du 17 novembre 2014, le Conseil Général a pris acte de la situation du patrimoine et des locataires de Tarn-et-Garonne Habitat et a approuvé le principe d'attribution d'une aide à Tarn-et-Garonne Habitat pour la réhabilitation de son patrimoine ancien, énergivore et inadapté à **hauteur de 10% du montant hors taxe des travaux pour une période de 5 ans (2015-2020).**

Je vous propose de valider le programme de travaux 2015 (annexe 5) et d'adopter l'autorisation de programme correspondante de **476 145 €** avec l'échéancier suivant :

CP 2015 : 50 000 €
CP 2016 : 426 145 €

b – Aides spécifiques

Par ailleurs, je vous propose de reconduire en 2015, l'aide forfaitaire spécifique à Tarn et Garonne Habitat concernant :

- les créances non récupérées au titre du redressement des familles de **20 000 €**.

6 – *L'octroi de garanties d'emprunts aux opérateurs*

Pour l'ensemble du territoire départemental (territoire du délégataire GMCA inclus) le Conseil Général accorde sa garantie d'emprunt à tout opérateur mettant en oeuvre une opération inscrite en programmation des crédits de l'Etat.

L'état des garanties accordées pour 2014 dont l'enveloppe s'élève à 12 216 761 €, correspondant à la production de 455 logements.

En contre partie de ces garanties d'emprunts, un contingent de logements locatifs est réservé au Conseil Général. En 2014, le Conseil Général a ainsi garanti les emprunts qui lui ont permis de bénéficier de 19 logements réservés (*méthode de calcul : nombre de logements construits x 20 % x taux garanti*).

Ces logements sont attribués à des familles tarn-et-garonnaises sur proposition du bureau du logement, en collaboration avec les travailleurs sociaux du Conseil Général.

Pour 2014, 3 opérations ayant bénéficié de garanties d'emprunts sur des programmes antérieurs à 2014 ont été livrées ; 7 logements ont été ainsi mis à disposition du Conseil Général.

III – LA MISE EN OEUVRE DES POLITIQUES :

Je vous invite à délibérer sur l'ensemble des propositions du présent rapport.

□

□

□

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu l'avis de la commission des finances,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL GENERAL

1 - Aide à la personne

- Adopte une autorisation d'engagement 2015 de 250 000 € et ratifie un crédit de paiement de 250 000 € sur l'article 65122, sous fonction 58 relatif aux secours FSL ;
- Adopte une autorisation d'engagement 2015 de 60 475 € et ratifie un crédit de paiement de 30 475 € au titre de 2015 sur l'article 6568, sous fonction 58 relatif à l'accompagnement social géré directement par le Conseil Général sur le territoire du Grand Montauban - Communauté d'Agglomération ;
- Adopte une autorisation d'engagement 2015 de 83 383 € et ratifie un crédit de paiement de 87 317 € (45 625 € au titre de 2014 et 41 692 € au titre de 2015) sur l'article 6568, sous fonction 58 relatif à l'accompagnement social géré directement par le Conseil Général sur le restant du territoire ;
- Ratifie un crédit de paiement de 120 000 € sur l'article 622 683, sous fonction 58 relatif aux frais de gestion versés à la Caisse d'Allocations Familiales de Tarn et Garonne ;
- Adopte une autorisation d'engagement 2014 de 125 109 € et ratifie un crédit de paiement de 125 109 € sur l'article 657 3471, sous fonction 58 relatif à la dotation de l'Etat pour le fonctionnement du FSL versée au Grand Montauban-Communauté d'Agglomération ;
- Adopte une autorisation d'engagement 2015 de 18 000 € versés au Pact de Tarn-et-Garonne et ratifie un crédit de paiement de 18 000 € sur l'article 657 375, sous fonction 58 relatif aux impayés supportés par le Pact de Tarn-et-Garonne, en sous-location sur le parc public durant l'année 2014 ;
- Adopte une autorisation d'engagement 2015 de 24 000 €, aide versée à l'association « Pas Sans Toit » pour l'hébergement exclusif des familles déboutées du droit d'asile et ratifie un crédit de paiement de 24 000 € sur l'article 657 429, sous-fonction 58 ;
- Ratifie un crédit de paiement de 20 000€ sur l'article 617, sous fonction 58 relatif aux études du Plan d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées ;
- Ratifie un crédit de paiement de 20 000€ sur l'article 617, sous fonction 72 relatif aux études du Plan Départemental de l'Habitat ;

2 – Aide à la pierre

- Prend acte de la mise en œuvre par le Conseil Général de la délégation d'aide à la pierre pour 2015, tant en ce qui concerne le logement public que le logement privé ;
- Autorise Monsieur le Président à signer, en conséquence, les conventions, avenants et contrats 2015 à intervenir ;
- Décide de retenir pour 2015 le projet de programmation (annexe 4) relatif à la délégation de l'aide à la pierre et d'en différer l'examen lors d'une prochaine session ;
- Adopte une autorisation de programme 2015 de 58 395 € et ratifie 50 265 € en crédits de paiement sur l'article 204142, sous fonction 72, correspondant aux opérations de PALULOS communales (5 000 € au titre du programme 2012, 20 000 € au titre du programme 2013, 6 870 € au titre du programme 2014 et 18 395 € au titre du programme 2015) ;
- Adopte une autorisation de programme 2015 de 53 340 € et ratifie un crédit de paiement de 53 340 € sur l'article 2041782, sous fonction 72, qui correspondent aux opérations de Tarn et Garonne Habitat au titre du programme 2015 de production de logements sociaux ;
- Valide le programme de travaux 2015 (annexe 5) ;
- Adopte à cet effet une autorisation de programme 2015 de 476 145 € et ratifie 564 286 € de crédits de paiement sur l'article 2041782, sous fonction 72 correspondant au concours financier du Conseil Général à la réhabilitation du patrimoine de Tarn et Garonne Habitat (514 286 € au titre du programme 2014 et 50 000 € au titre du programme 2015) ;
- Précise que cette aide est accordée à hauteur de 10 % du montant hors taxe des travaux pour une période de 5 ans (2015-2020) conformément à la délibération du Conseil Général du 17 novembre 2014 ;
- Adopte une autorisation d'engagement 2015 de 20 000 € et ratifie un crédit de paiement de 20 000 € sur l'article 657 374, sous fonction 58 relatif aux dotations allouées à Tarn et Garonne Habitat correspondant aux créances enregistrées par cet organisme au titre du plan de redressement personnel des familles ;
- Adopte une autorisation de programme 2015 de 120 000 € et ratifie 91 951 € de crédits de paiement sur l'article 20422, sous fonction 72 au titre de l'aide au maintien à domicile et à la lutte contre la précarité énergétique (1 951 € au titre du programme 2011, 45 000 € au titre du programme 2014 et 45 000 € au titre du programme 2015) ;

- Ratifie 13 680 € de crédits de paiement sur l'article 65 682, sous-fonction 74 au titre de l'animation-suivi des opérations programmées en matière d'habitat ;
- Ratifie 6 722 € de crédits de paiement sur l'article 65 682, sous-fonction 71 au titre de l'animation-suivi des opérations programmées en matière d'habitat ;

Dans le cadre de la délégation de l'aide à la pierre, parc public :

- Adopte une autorisation de programme 2015 de 17 000 € et ratifie un crédit de paiement de 15 000 € sur l'article 204 142, sous fonction 72 au titre des PALULOS communales (5 000 € au titre du programme 2013 et 10 000 € au titre du programme 2014) ;
- Adopte une autorisation de programme 2015 de 35 000 € et ratifie un crédit de paiement de 25 000 € sur l'article 204 1782, sous fonction 72 au titre des opérations de construction et d'acquisition amélioration de Tarn et Garonne Habitat (5 000 € au titre de la programmation 2013 et 20 000 € au titre de la programmation 2014) ;
- Adopte une autorisation de programme 2015 de 240 000 € et ratifie un crédit de paiement de 313 945 € sur l'article 204 22, sous fonction 72 au titre des opérations de construction et d'acquisition amélioration des opérateurs privés (50 400 € au titre des programmations antérieures à 2011, 47 545 € au titre de la programmation 2011, 156 000 € au titre de la programmation 2012, 60 000 € au titre de la programmation 2013) ;
- Adopte une autorisation de programme 2015 de 155 121 € et ratifie un crédit de paiement de 155 121 € sur l'article 204 1789, sous fonction 72 correspondant aux opérations de réhabilitation du patrimoine existant conduites par Tarn et Garonne Habitat pour la programmation 2014 ;

Dans le cadre de la délégation de l'aide à la pierre, parc privé :

- Adopte une autorisation de programme 2015 de 1 700 000 € et ratifie un crédit de paiement de 2 084 968 € sur l'article 204 22, sous fonction 72 au titre de l'Anah, aide aux propriétaires occupants et bailleurs (30 000 € au titre de la programmation 2010, 89 968 € au titre de la programmation 2011, 140 000 € au titre de la programmation 2012, 350 000 € au titre de la programmation 2013, 975 000 € au titre de la programmation 2014 et 500 000 € au titre de la programmation 2015) ;

- Adopte une autorisation de programme 2015 de 100 000 € et ratifie un crédit de paiement de 99 900 € sur l'article 204 142, sous fonction 72 au titre de l'Anah pour l'aide aux collectivités locales pour l'animation-suivi des opérations programmées au titre de la programmation 2014 ;
- Adopte une autorisation de programme 2015 de 7 079 € et ratifie un crédit de paiement de 7 079 € sur l'article 204 17 82, sous fonction 72 au titre de l'Anah pour l'aide aux collectivités locales pour les études en vue des opérations programmées au titre de la programmation 2015.

Adopté à l'unanimité

Hors de la Présence de Monsieur José Gonzalez,
Président de Tarn-et-Garonne Habitat
qui n'a pas participé au vote

Le Président,

Jean-Michel BAYLET